

Questions orales

notamment l'amélioration des régions rurales du pays grâce à la prestation de services financiers spécialisés dans le domaine de l'agriculture.

Dans notre programme électoral de l'automne dernier, nous avons proposé trois nouveaux instruments financiers pour aider les agriculteurs: un programme de développement des fonds propres des agriculteurs, un programme de garanties de prêts pour les vendeurs et un programme d'hypothèques à long terme comprenant certaines protections contre les fluctuations des taux d'intérêt.

Je suis heureux de préciser à la députée que la Société du crédit agricole travaille activement à la mise au point de ces nouveaux instruments, comme nous nous étions engagés à le faire l'automne dernier. J'espère être en mesure de faire des annonces précises ce printemps.

Mme Jan Brown (Calgary-Sud-Est): Madame la Présidente, je voudrais remercier le ministre de l'Agriculture. J'aimerais lui poser une question supplémentaire portant sur un sujet bien précis.

Aujourd'hui, à New Liskeard, en Ontario, une famille vit un cauchemar, car elle doit être expulsée de son exploitation agricole le jeudi 10 mars, dans deux jours donc. Cette entreprise représente un exemple parfait d'un système qui ne fonctionne plus, car on a offert 117 p. 100 de la valeur de l'exploitation, mais la Société du crédit agricole a refusé cette offre sans justifier sa décision.

Le ministre acceptera-t-il d'interrompre immédiatement toute mesure d'expulsion dans ce dossier en attendant qu'on procède à un examen complet de la question en présence de toutes les parties intéressées?

L'hon. Ralph E. Goodale (ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire): Madame la Présidente, la députée comprend certainement qu'il ne serait pas convenable de ma part de donner mon opinion dans cette enceinte sur des cas particuliers touchant la Société.

Je peux lui garantir que je vais insister pour que la société traite tous ses clients de façon juste et équilibrée, en tenant compte d'une part, de leurs droits et intérêts légitimes et d'autre part, de sa propre situation financière qui, j'en suis persuadé, est importante pour ma collègue réformatrice.

* * *

[Français]

LA CONDITION FÉMININE

Mme Monique Guay (Laurentides): Madame la Présidente, ma question s'adresse à la vice-première ministre. Le récent budget du gouvernement a décrété une coupure générale de 5 p. 100 pour l'ensemble des organismes bénévoles canadiens. Quand elle était dans l'opposition, la vice-première ministre a protesté avec véhémence contre les coupures faites par le gouvernement précédent aux organismes bénévoles, y compris, bien sûr, les centres d'aide aux femmes victimes de violence.

Maintenant qu'elle est de l'autre côté de la Chambre, la vice-première ministre entend-elle combattre avec la même énergie les coupures odieuses que son gouvernement a décrétées à l'égard des organismes bénévoles dans son dernier budget?

• (1450)

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement): Madame la Présidente, il est évident que quand le gouvernement est appelé par la population à se serrer la ceinture, ça crée des problèmes. Il n'a pas été facile de fermer des bases militaires; il n'a pas été facile d'imposer le gel des salaires des fonctionnaires fédéraux, y compris celui des femmes fonctionnaires qui sont au bas de l'échelle salariale.

Il est évident que notre tâche n'est pas facile, mais elle doit être faite. Et si le Canada nous a accordé un mandat, c'est pour prendre les décisions qui s'imposent dues à la situation financière actuelle de notre pays.

Mme Monique Guay (Laurentides): Madame la Présidente, comment la vice-première ministre peut-elle se penser crédible, alors que son point de vue et son attitude changent du tout au tout selon le siège qu'elle occupe en Chambre?

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement): Madame la Présidente, s'il y en a une qui a défendu les droits de la femme dans cette Chambre, ce n'est certainement pas la femme de l'autre côté, qui ne veut même pas y être. L'important, c'est que nous travaillions ensemble à garantir la place des femmes dans toutes les sphères de la société, y compris à la Chambre des communes, ce que nous avons fait avec vigueur avant les dernières élections, ce qui n'a pas été fait par le parti politique d'en face.

Cela dit, grâce à l'intervention de femmes comme madame la secrétaire d'État, il n'y aura pas de coupures dans les budgets consacrés aux programmes destinés aux femmes. Aucun sou n'a été coupé dans ces budgets au ministère responsable de la situation de la femme. Et j'ai des détails directement de la ministre qui s'en occupe, parce que les femmes dans notre caucus font du bon travail.

* * *

[Traduction]

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

Mme Val Meredith (Surrey—White Rock—South Langley): Madame la Présidente, ma question s'adresse au solliciteur général.

Le budget déposé par le gouvernement prévoit l'élimination des augmentations d'échelon de salaire. La plupart des gens seront en faveur de l'application de cette mesure aux hauts fonctionnaires et aux cadres supérieurs, mais certains groupes sont très durement frappés.

Un des groupes les plus durement frappés est celui des recrues de la GRC qui, lorsqu'elles quittent Regina, touchent un salaire d'environ 30 000 \$. Avant le gel des augmentations d'échelon de salaire, le salaire d'une recrue augmentait tous les six mois en reconnaissance de sa formation, de sorte qu'au bout de trois ans une recrue touchait le traitement d'un gendarme de première classe, qui est d'environ 50 000 \$ par année. Or, le nouveau